



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

TROISIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 21

## **Loi modifiant la Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité**

---

### **Présentation**

**Présenté par**  
**M. Robert Middlemiss**  
**Ministre de la Sécurité publique**



---

**Éditeur officiel du Québec**  
**1994**

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité afin de prévoir qu'un permis d'agent d'investigation ou de sécurité peut être délivré pour une période d'un an ou pour une période plus courte prévue par règlement.*

*En outre, ce projet de loi modifie les pouvoirs réglementaires du gouvernement afin que les frais exigibles pour la délivrance des permis d'agents d'investigation ou de sécurité puissent être établis en fonction de leur durée.*

## Projet de loi 21

### Loi modifiant la Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 8 de la Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité (L.R.Q., chapitre A-8) est remplacé par le suivant:

«**8.** Le permis d'agence expire le 31 mars de chaque année.

Le permis d'agent est délivré pour une période d'un an ou pour toute période plus courte fixée par règlement.

Tout permis peut être renouvelé aux conditions prescrites par règlement. ».

**2.** L'article 11 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, à la fin de la première ligne du premier alinéa, du mot «déterminer» par le mot «régir»;

2° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) les qualités requises de toute personne qui sollicite un permis ou son renouvellement et les conditions qu'elle doit remplir, notamment les documents et cautionnement qu'elle doit fournir et les examens qu'elle doit subir;»;

3° par l'insertion, après le paragraphe *b*, des suivants:

«*b.1*) la durée du permis d'agent;

«*b.2*) les frais exigibles pour la délivrance ou le renouvellement des permis, ces frais pouvant varier en fonction de la durée des permis;».

**3.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).